



Editorial

par Pierre MAUROY

## APRÈS LES ÉLECTIONS RÉGIONALES Combattre la remise en cause de la décentralisation

Les élections régionales sont passées. Elles ont à nouveau consacré la victoire sans appel de la gauche et singulièrement du Parti socialiste. La défaite de la majorité en place va-t-elle, plus encore qu'avant le 21 mars 2010, l'inciter à faire voter à marche forcée ses projets de réforme des collectivités territoriales engagées dès décembre 2009 et qui doivent se poursuivre en avril-mai au Sénat avant d'être examinées par l'Assemblée nationale ? J'ai déjà abordé ce sujet dans l'éditorial du n° 90 de la Lettre de la FJJ. Mais il s'agit là d'un thème majeur qui a été, depuis le début, au cœur de mon action politique et qui concerne directement la qualité de la vie quotidienne des Français.

La campagne pour les élections régionales a d'ailleurs mis en lumière le rôle central que joue la dernière née de nos collectivités territoriales dans le développement économique, la formation professionnelle, la construction de logements ou encore dans les transports. Selon moi, la vraie question qui se pose aux régions françaises est leur taille insuffisante, qui ne leur permet pas d'affronter en position de force la concurrence avec leurs partenaires européennes. Elles ne peuvent pas non plus s'appuyer sur de grandes métropoles leur permettant de se développer.

Il me semble donc essentiel de faire émerger des régions puissantes et articulées sur l'Europe. Or, c'est l'inverse qu'on nous prépare. En effet, les projets gouvernementaux non seulement organisent une reprise en main par l'Etat des collectivités locales notamment sur le plan financier avec la suppression de la taxe professionnelle. Mais de plus, en créant

un corps hybride d'élus, les « conseillers territoriaux », à la fois conseillers départementaux et conseiller généraux, les deux assemblées concernées seront affaiblies et leur rôle fortement réduit.

Au prétexte de faire des économies, l'objectif du gouvernement est clair : en finir avec la domination de la gauche sur les collectivités territoriales, notamment sur les régions depuis les élections de 2004 et plus encore à la lumière des résultats de celles de 2010. Il a d'ailleurs trouvé un moyen, contesté par ses propres amis, pour y parvenir : faire élire ce conseiller territorial au scrutin uninominal à un tour avec une dose de proportionnelle. Le Sénat va débattre prochainement de ce mode d'élection inconnu en France et contraire à sa tradition politique. Mais il favorise les partis rassemblés dès le premier tour, ce qui est actuellement le cas de la droite en France, alors que la gauche se regroupe au deuxième tour, comme on vient encore de le constater. Notons, en outre, qu'il porte un coup d'arrêt à la parité qui était assurée dans les conseils régionaux et qui va reculer fortement, en contradiction avec la Constitution.

Dans les semaines à venir, il faut combattre pied à pied cette remise en cause injustifiée de la décentralisation et maintenir les deux assemblées à l'esprit si différent et qui travaillent de façon efficace au bien-être de nos concitoyens. J'y prendrai toute ma part.

### SOMMAIRE

- 2** AMÉRIQUE DU SUD - Chili : Après l'échec de la Concertation démocratique
- AFRIQUE - Niger : Un coup d'Etat militaire prévisible
- 3** - Guinée : Transition démocratique en cours
- Côte d'Ivoire : Derniers soubresauts avant l'élection présidentielle
- 4** UKRAINE : L'élection de Viktor Yanoukovitch ouvre une nouvelle donne
- 4** UNION EUROPÉENNE : A la recherche d'une stratégie de croissance - Quelle Europe pour 2020 ?
- 6 à 8 DOSSIER :**  
Dix ans de réflexion et d'action de la FJJ pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- 9-10-11** ACTIVITÉS DE LA FONDATION
- 12** HISTOIRE ET MEMOIRE : Pierre Mauroy remet LE PRIX DE LA FJJ 2009 à Mathieu MONOT

AMÉRIQUE DU SUD  
Chili

## Après l'échec de la Concertation démocratique

Elu le 17 janvier 2010 président du Chili, avec 51,61 % des suffrages, face au démocrate-chrétien Eduardo Frei (48,38 %), de nouveau candidat de la Concertation démocratique au pouvoir depuis vingt ans, Sebastián Piñera, milliardaire de droite, a été investi le 11 mars dernier pour quatre ans à la tête de l'Etat. Il succède à la très populaire socialiste Michelle

Bachelet qui ne pouvait se représenter, la Constitution interdisant l'exercice de deux mandats consécutifs.

Cette victoire n'est pas vraiment une surprise et semble être plus le résultat d'une usure de l'alliance au sein de la Concertation entre la gauche chilienne et une démocratie chrétienne, que des divisions face à la droite. En effet, les candidatures de Marco Enriquez-Ominami (20 % au premier tour) et de Jorge Arrate (6 %), tous deux issus du Parti

socialiste et qui incarnaient une forte volonté de changement, ont peut-être empêché la victoire de Piñera dès le premier tour. A l'évidence, l'ancien président Eduardo Frei (1994-2000), qui n'a jamais clairement condamné le coup d'Etat de Pinochet en 1973, n'était pas le bon candidat pour la Concertation. Du reste, les électeurs d'Ominami, qui a lui-même voté Frei au second tour, semblent avoir choisi ce dernier à 60 %, 49 % apportant leurs voix à Piñera.

### De nombreux chantiers pour la gauche chilienne

Sans doute, la Concertation est-elle parvenue, au bout de vingt ans, au terme de son rôle historique après la dictature de Pinochet. Le Chili qui, depuis le 11 janvier dernier, est le premier Etat d'Amérique du Sud à entrer à l'OCDE et peut se targuer d'une réduction de la pauvreté (13,5 % aujourd'hui) grâce à sa croissance (4,5 % prévus en 2010), reste cependant un pays très inégalitaire en mal de profondes réformes sociales et économiques. Les conditions du retour de la droite civile au pouvoir pose avec acuité la nécessité pour la gauche chilienne de définir une nouvelle stratégie pour reconquérir le pouvoir. Marco Enriquez Ominami, fort de l'impact de sa campagne, semble décidé à créer un nouveau parti, fer de lance d'un axe progressiste et laïque, incluant des forces aujourd'hui présentes dans les trois partis se réclamant de la gauche chilienne (Parti socialiste, Parti pour la démocratie et Parti radical). Il n'exclut pas d'éventuels accords avec les partis existants.

Réforme fiscale pour réduire les inégalités, conquête de nouveaux droits civils, redéfinition des relations internationales au sein du continent sud-américain, prenant en compte les nouveaux processus politiques qui ont dépassé les social-démocraties traditionnelles souvent discréditées, voilà de nombreux chantiers à venir pour la gauche chilienne. Leur ouverture pourrait contribuer à réduire la crise de représentativité de la démocratie au Chili où plus de quatre millions de citoyens en âge de voter ne se sont pas inscrits sur les listes électorales. Enfin, pour constituer une nouvelle majorité crédible alternative à une droite libérale, sans doute faudrait-il aussi compter sur une véritable rénovation de la démocratie chrétienne chilienne.

Guy Labertit

AFRIQUE

## Niger Un coup d'Etat militaire prévisible

Officiellement condamné par l'Union africaine et les puissances occidentales, le coup d'Etat militaire du 18 février 2010, renversant le président Mamadou Tandja et installant à la tête de l'Etat le chef d'escadron, le commandant Salou Djibo, président le Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), n'a pas été une surprise. Le coup de force institutionnel du président en exercice, perpétré en 2009, avait conduit le pays dans une impasse politique.

Elu depuis la fin de l'année 1999, le chef d'Etat renversé avait initié son coup de force en dissolvant l'Assemblée nationale en mai 2009, puis la Cour constitutionnelle en juin, dans le but de se maintenir au pouvoir, en violation de la Constitution qui lui imposait de se retirer à l'issue de son second mandat de cinq ans, à la fin de l'année 2009. Taillées à sa mesure, prorogeant de trois ans son mandat en cours et l'autorisant à se représenter en 2012, les nouvelles institutions de la 6<sup>e</sup> République issues d'un référendum organisé le 4 août 2009, largement boycotté par les électeurs à l'appel d'un large front politique/société civile, ont conduit le président Tandja à faire élire une nouvelle assemblée le 20 octobre par un scrutin également boycotté par le même front. Et ce, malgré les mises en garde de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a décidé de suspendre le Niger de ses instances, dès la fin du mois d'octobre, et de superviser des négociations dont l'échec a été constaté lors du sommet de la CEDEAO du 16 février, à la veille du coup d'Etat militaire.

### La communauté internationale rassurée

Après avoir nommé Mahamadou Danda, Premier ministre, le nouveau chef d'Etat et de gouvernement, Salou Djibo, a réitéré dans un message solennel à la Nation, le 1<sup>er</sup> mars 2010,



(DR)



les engagements à restaurer la démocratie après une période de transition dont l'échéance sera officiellement annoncée vers la mi-avril. Aucun membre du CSRD ni du gouvernement de vingt membres, annoncé le 1<sup>er</sup> mars et comprenant exclusivement des hauts fonctionnaires et cinq militaires, ne pourra se porter candidat à la future présidentielle. Il reviendra, en fait, au Conseil consultatif, largement ouvert aux politiques et à la société civile et qui doit être mis en place, de définir la feuille de route de la transition et les futures institutions du pays. Au sein de l'opposition, sa principale force politique, le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya, parti membre de l'IS) de Mahamadou Issoufou gère avec vigilance, mais un certain soulagement au regard de l'intransigeance du président déchu, une situation assez familière à ce pays où l'armée est très présente sur la scène politique depuis 1974.

Le fort dynamisme diplomatique du CSRD a rassuré la communauté internationale. La France, dont les intérêts sont considérables au Niger à travers l'engagement d'Areva dans les mines d'uranium, a continué de se montrer aussi discrète que pendant la période du coup de force institutionnel, tant est forte sa crainte de se voir disputées ses positions indispensables en matière énergétique par la Chine ou d'autres puissances.

G. L.

Côte d'Ivoire



(DR)

Laurent Gbagbo

Le président de la CEI, reconnaissant confusément ces faits qui bloquaient le fonctionnement de la Commission, mais encouragé par la majorité de cette institution, s'est refusé à démissionner, y compris lors d'ultimes explications à Ouagadougou, le 11 février, où le facilitateur, le président du Burkina Faso Blaise Compaoré, recevait les parties ivoiriennes. Il a donc contraint le chef de l'Etat Laurent Gbagbo à recourir à l'article 48 de la Constitution pour dissoudre, le 12 février, la CEI. Le président ivoirien a aussi confié au Premier ministre Guillaume Soro, signataire avec lui de l'Accord de Ouagadougou le 4 mars 2007, le soin de former un nouveau gouvernement.

### L'établissement d'une liste électorale définitive

A l'annonce de ces décisions, l'opposition regroupée dans le Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie (RHDP), a déclaré ne plus reconnaître le chef de l'Etat et a accentué sa stratégie de la tension. Attaques et incendies de bâtiments publics ou de domiciles de figures de la mouvance présidentielle, mani-

## Derniers soubresauts avant l'élection présidentielle

Alors que l'élection présidentielle était programmée pour le mois de mars 2010, la liste électorale définitive devant être publiée en janvier, la Côte d'Ivoire a connu une nouvelle et grave crise politique qu'elle vient de surmonter. Cette crise est née de la mise à jour, au début du mois de janvier, de manipulations frauduleuses des listes électorales portant sur 8% environ de l'électorat total (429 030), à l'initiative de Robert Mambé Beugré, président de la Commission électorale indépendante (CEI), contrôlée en Côte d'Ivoire par l'opposition, en application des accords de Marcoussis et de Pretoria.

festations non encadrées dont deux se sont tragiquement terminées à Gagnoa et Daloa, faisant sept morts, ont marqué le pays jusqu'à la constitution d'une nouvelle CEI qui a prêté serment le 25 février. Issu du même parti que son prédécesseur, le PDCI de l'ancien président Bédié, le nouveau président Youssouf Bakayoko, ancien ministre des Affaires étrangères, secondé par quatre nouveaux vice-présidents, a pris ses fonctions le 5 mars, au lendemain de la formation d'un nouveau gouvernement resserré de vingt-sept membres, comptant onze ministres issus du RHDP et de petits partis alliés.

Le contentieux administratif et judiciaire, suspendu avec la crise, devait reprendre afin que soit établie la liste électorale définitive que doit certifier le représentant du secrétaire général de l'ONU, Young Jin Choi. Depuis le 24 novembre, sont affichées dans tous les centres de vote du pays, deux listes de noms avec photos. Au plan national, l'une compte 5 300 000 enrôlés, soumis à un croisement populaire pour détecter d'éventuelles fraudes, mais les réclamations doivent être dûment fondées ; l'autre recense 1 033 000 personnes qui doivent se présenter au contentieux administratif et éventuellement judiciaire pour être intégrées dans la liste définitive. Plus de la moitié s'était présentée avant la crise.

Rappelons qu'avant ce triste épisode des manipulations frauduleuses, une vague de sondages effectués de mai à octobre 2009 par l'institut TNS Sofres plaçaient largement en tête Laurent Gbagbo avec près de 45 % des intentions de vote. Ses deux principaux adversaires, dans l'ordre Henri Konan Bédié du PDCI et Alassane Dramane Ouattara du Rassemblement des républicains (RDR), se situaient entre 25 et 30%, sans pouvoir compter sur un bon report de voix dans l'hypothèse d'un second tour où Laurent Gbagbo l'emportait quel que soit son concurrent. Sauf dernier imprévu, le scrutin pourrait se tenir à la fin du premier semestre 2010.

Guy Labertit

## Guinée Transition démocratique en cours

Depuis la mort de Lansana Conté en décembre 2008 (vingt-quatre ans au pouvoir) et le coup d'Etat mené par le capitaine Moussa Dadis Camara, le prudent espoir né de ce changement de régime et des engagements pris par la junte militaire au pouvoir était vite battu en brèche à la suite des velléités politiques affichées et des dérives de Moussa Dadis Camara. La tentative d'assassinat dont ce dernier a été victime en décembre dernier a une fois encore changé la donne politique guinéenne\*. Son successeur, le général Sékouba Konaté, a nommé Premier ministre le vieil opposant Jean-Marie Doré en vue d'assurer une transition démocratique devant aboutir à la restitution du pouvoir aux civils. Si le processus électoral est aujourd'hui enclenché (le premier tour de l'élection présidentielle est fixé au 27 juin prochain) et semble devoir aboutir, l'histoire récente et passée de la Guinée incite plus que jamais à la plus grande vigilance de la communauté internationale.

Alexandre Minet

\*Le RPG (Rassemblement du peuple de Guinée) d'Alpha Condé, membre de l'IS, est le partenaire de la Fondation Jean-Jaurès.



UKRAINE

## L'élection de Viktor Yanoukovitch ouvre une nouvelle donne

La victoire de Viktor Yanoukovitch lors du deuxième tour de l'élection présidentielle ukrainienne qui s'est déroulée le 7 février 2010 est souvent présentée dans la presse occidentale comme une victoire du camp pro-russe sur le camp pro-européen. C'est là une vision non seulement simpliste, mais même erronée.



Viktor Yanoukovitch

En effet, le vainqueur de l'élection, Viktor Yanoukovitch, qui était soutenu par le Kremlin lors de l'élection de novembre 2004 qui a déclenché la Révolution orange, a bien pris soin de souligner, tout au long de la campagne, qu'il n'était pas le candidat de la Russie et qu'il tenait à maintenir de bonnes relations avec l'Union européenne. Sa concurrente, Youlia Timochenko, titulaire du poste de Premier ministre, s'était, pour sa part, rapprochée de la Russie et avait signé en septembre avec son homologue Vladimir Poutine un accord sur le gaz et la reprise de la coopération entre les deux pays dans le domaine aéronautique.

### Une véritable campagne électorale

L'Ukraine a subi les effets conjugués de crises politiques à répétition qui ont décrédibilisé les acteurs de la Révolution orange, des pressions incessantes de la Russie et de la crise économique mondiale qui a frappé de plein fouet une économie déjà fragile (le PIB a connu une chute de 15 % depuis l'automne 2008 et la monnaie nationale, la hryvna, a perdu la moitié de sa valeur). Cependant, si on la compare à la Russie, ce que ne manquent d'ailleurs pas de faire avec amertume les opposants russes, on peut constater qu'elle a connu une véritable campagne électorale, avec dix-huit candidats présents au premier tour, que les résultats du deuxième tour n'étaient en aucune façon

décidés à l'avance et que la participation des citoyens à ce dernier a été de 69,15 %, un score que pourraient envier bon nombre de « vieilles démocraties ». Il ne faut cependant pas donner dans l'angélisme. Il est certain que les deux candidats restés en lice ont bénéficié du soutien de groupes industriels et financiers rivaux et que les arguments utilisés au cours de la campagne ont souvent été rien moins que corrects...

Les résultats officiels de l'élection ont été proclamés le 14 février. Viktor Yanoukovitch l'a donc emporté avec 48,95 % des votes, alors que Youlia Timochenko en a obtenu 45,47 %, le vote « contre tous » ayant rassemblé 4,36 % et enfin 1,19 % des bulletins ayant été déclarés nuls. La répartition des voix s'est faite selon le schéma habituel, les régions de l'est du pays ayant voté à une grande majorité pour V. Yanoukovitch et celles de l'Ouest et du Centre, en particulier la région de Kiev, pour Y. Timochenko.

### Le président n'a pas les mains libres

Rappelons qu'au premier tour, l'écart des deux candidats de tête était de 10 % (35,2 % pour V. Yanoukovitch et 25,05 % pour Y. Timochenko). On peut donc supposer que les suffrages des candidats arrivés en troisième et quatrième position, les deux anciens ministres, Sergueï Tigipko et Arséni Yatsniouk, qui avaient été gratifiés respectivement de 13 % et 7 % environ des voix, se sont donc reportés à parts égales sur les deux rivaux.

Viktor Yanoukovitch se comporte en président. Ses premières déclarations ont été pour affirmer qu'il entendait entretenir de bonnes relations à la fois avec la Russie et

l'Union européenne et - ce qui le distingue de l'équipe dirigeante précédente - qu'il souhaitait « protéger les populations russophones », c'est-à-dire renforcer le statut de la langue russe dans le pays, et qu'il n'excluait pas le maintien de la Flotte russe à Sébastopol au-delà de 2017, date préalablement fixée. Cependant, il n'a pas les mains libres pour mener sa politique car la Constitution ukrainienne instaure un régime semi-présidentiel et semi-parlementaire et il ne dispose pas de la majorité à la Verhovna Rada, le Parlement ukrainien. En effet 173 députés appartiennent au Parti des régions dont il est le leader, 155 au Bloc Timochenko, 72 au bloc se réclamant de l'ancien président Viktor Youchtchenko, 27 au Parti communiste, 20 au bloc du président du Parlement Vladimir Litvine, deux députés n'étant affiliés à aucun groupe.

C'est ce Parlement qui a examiné le 18 février dernier un vote de défiance à l'égard de l'ex-Première ministre. Les pourparlers sont allés bon train entre l'équipe de Viktor Yanoukovitch et les députés de divers groupes, car si le président nouvellement élu ne réussissait pas à réunir une majorité, il ne lui serait plus resté qu'à dissoudre l'Assemblée et à convoquer de nouvelles élections législatives. Le Parlement a voté le 3 mars dernier une motion de censure contre le gouvernement de Timochenko, près d'un mois après la victoire de V. Yanoukovitch à l'élection présidentielle. Ioulia Timochenko a donc cédé la place à son vice-Premier ministre Oleksander Tourtchynov. L'instabilité politique est loin d'avoir pris fin en Ukraine.

Michèle Kahn

## A LA RECHERCHE D'UNE STRATEGIE DE CROISSANCE

**Quelle Europe pour 2020 ?**

Une fois la nouvelle Commission européenne instituée, son président José Manuel Barroso a présenté la stratégie de l'Union pour les dix ans à venir. Censé remplacer l'Agenda de Lisbonne qui a démontré ses faiblesses alors que l'Europe traverse la crise la plus importante des dernières décennies, ce plan semble bien peu à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui, selon les socialistes européens.

A la suite des auditions des candidats aux postes de commissaires européens par le Parlement – auditions plutôt moins mouvementées que lors de l'installation de la précédente Commission en 2004, même si la candidate bulgare a tout de même dû renoncer et laisser la place à un compatriote – la nouvelle Commission a été instituée, toujours sous l'égide d'un président José Manuel Barroso dont le manque de volontarisme politique a semblé être un atout en ces temps difficiles pour l'Union.

**Une vision trop « long-termiste »**

Le premier acte fort de cette Commission était de présenter, le 3 mars dernier, une nouvelle stratégie pour « une croissance durable, intelligente et inclusive », baptisée « Europe 2020 » (1) et censée être la pierre angulaire de ce second mandat Barroso. Ce plan vient remplacer l'Agenda de Lisbonne, adopté en 2000, qui a largement échoué dans son objectif de faire de l'Europe, à l'horizon 2010, « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde ». Il a pour ambition d'engager l'Europe sur la voie « d'une transformation qui fera d'elle un marché plus innovant et respectueux de l'environnement, favorisant le bien-être social », s'appuyant sur une meilleure coordination des politiques nationales, mais proposant également un suivi plus étroit, une surveillance des programmes nationaux de la part de l'Union – ce qui avait largement fait défaut lors de la mise en œuvre de l'Agenda de Lisbonne.



(DR)

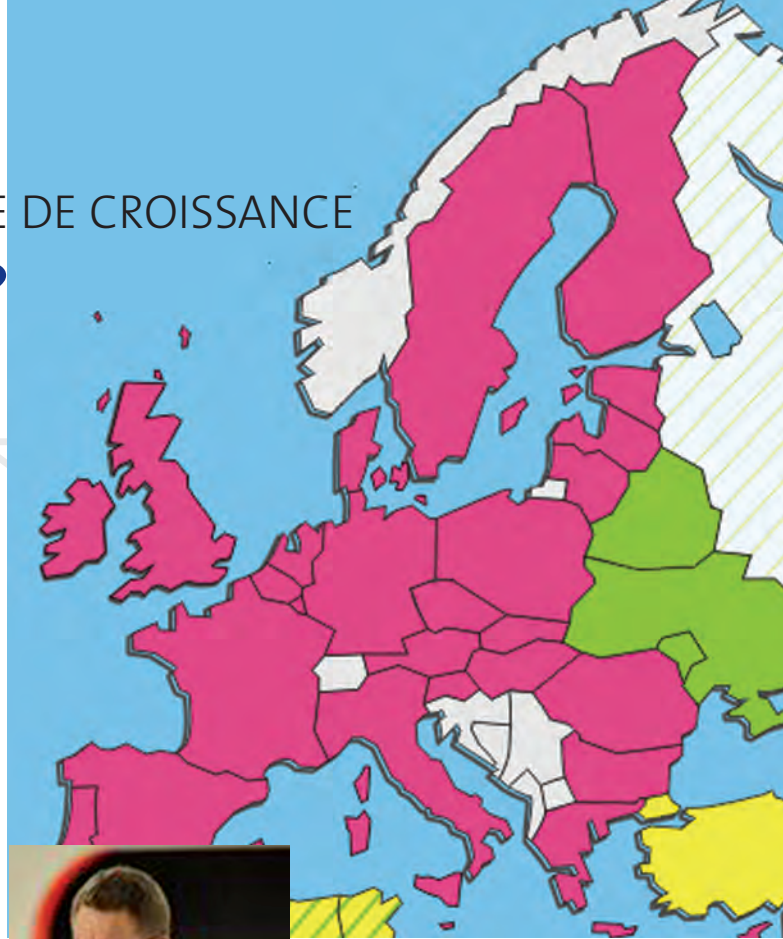
John Monks

Ces ambitions de long terme ont paru bien éloignées des nécessaires propositions concrètes à faire dès aujourd'hui pour affronter la crise dans laquelle l'Europe est plongée. Nombre d'observateurs ont estimé, à l'annonce de ce plan, qu'il s'avèrera aussi inefficace que le précédent s'il ne résout pas les problèmes immédiats auxquels sont confrontés les Européens. John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, s'est montré particulièrement sceptique et a déploré

« une répétition de Lisbonne », une vision trop « long-termiste » qui ignore le besoin de solutions concrètes et urgentes.

**Pour les socialistes, priorité à l'emploi**

Les socialistes européens sont également montés au créneau. « Mais dans quel monde vit la Commission ? », s'est interrogé Poul Nyrup Rasmussen, président du Parti socialiste européen. Il déplore, alors que le taux de chômage reste encore trop élevé et que les personnes risquant de sombrer dans la pauvreté sont de plus en plus



(DR)

Poul Rasmussen

nombreuses, l'absence de précisions, dans la stratégie « Europe 2020 », sur les instruments et les mesures destinés à mettre en œuvre celle-ci. La dimension sociale est particulièrement faible, du fait du peu de législation concrète proposé dans ce domaine.

Poul Nyrup Rasmussen avait déjà, dans une lettre ouverte aux membres de la Commission en date du 24 février 2010, mis l'accent sur la nécessité d'une démarche équilibrée entre les aspects économique, social et environnemental. De même, la régulation des marchés financiers et l'amélioration de la coordination macro-économique doivent devenir une quatrième priorité politique – ce sont les marchés qui doivent être au service de l'économie réelle, rappelle le président du PSE. Le groupe socialiste au Parlement européen notamment a fait des propositions en ce sens, avec plusieurs idées fortes : priorité à la question de l'emploi, développement d'une véritable politique industrielle durable, mise en œuvre d'une réelle politique sociale de solidarité, mais aussi nécessité de doter l'Union européenne d'un budget plus conséquent, notamment pour lui permettre de peser en matière de fiscalité.

Cette question du budget européen va être de toute première importance l'année prochaine, avec la discussion autour des perspectives financières de l'Union lors de laquelle referra surface le débat sur la logique du « juste retour », contraire au principe de solidarité européenne. Mais d'ici là, plusieurs enjeux de taille auxquels l'Union devra faire face : quelle réponse apporter à la crise grecque, quelle attitude adopter face aux attaques contre l'euro... Le débat sur les grandes lignes de la stratégie « Europe 2020 » par les chefs d'Etat et de gouvernement, lors du Conseil européen de fin mars, n'est qu'une étape.

Aline Grange

(1) Le texte est disponible sur [http://ec.europa.eu/commission\\_2010-2014/president/news/documents/pdf/20100303\\_1\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/documents/pdf/20100303_1_fr.pdf)

# Dix ans de réflexion et d'action de la FJJ pour



## FEMMES... entre elles

Depuis sa création en 1992, la question de l'égalité entre les femmes et les hommes a été au cœur du projet de la FJJ. Au cours des années 90, sous l'impulsion de Ghislaine Toutain, son action a consisté à co-animer, avec les partis sociaux-démocrates et les fondations amies des Etats membres de l'Union européenne qui l'ont intégrée en mai 2004, des stages de formation des femmes à la vie politique. Cette démarche l'a conduite, au début des années 2000, à organiser chaque année en France, aux alentours du 8 mars, en partenariat avec la Coordination française pour le Lobby européen des femmes (CLEF) présidée par Monique Halpern puis par Olga Trostiansky, des séminaires de réflexion sur la nécessaire émergence d'une société française et européenne démocratique, solidaire et paritaire. La onzième session, co-organisée également en partenariat avec la FEPS qui depuis sa création intègre dans sa réflexion la question de la parité, se tiendra le 27 mars prochain (cf. pages 7 et 8).

Le premier séminaire s'est tenu en avril 2000 sur le thème « *Demain la parité professionnelle ?* ». Alors que la loi sur la parité dans la sphère en politique allait être votée en France en juin de la même année, ce thème était un clin d'œil aux inégalités persistantes qui touchent les Françaises dans l'emploi. Dix ans après, le séminaire du 27 mars 2010 se penche à nouveau sur cette question centrale *Quelle situation des femmes dans l'emploi en France et dans l'Union européenne ?* alors que la grave crise financière et économique mondiale non encore achevée génère une remontée spectaculaire du chômage et de la précarité.

Entre ces deux rencontres à dix ans d'intervalle, trois séminaires ont permis de réunir les Européennes de l'est qui ont rejoint l'Union européenne en mai 2004 et celles de l'ouest. Ainsi, s'est tenue en mars 2003 une première rencontre de « *Femmes d'Europe entre elles...* », suivie par deux autres portant l'une, le 27 mars 2004 sur « *Quelle Europe les Européennes veulent-elles ?* », et l'autre, le 2 avril 2005 sur le thème « *Quelles bonnes pratiques pour l'égalité et la parité en Europe ?* ». Le constat a émergé de ces rencontres que ce qui rapprochait les Européennes l'emportait largement sur ce qui les différençait et que les 260 millions de femmes que compte l'UE étaient désormais liées par un destin commun.

En 2006, alors que se profilait en France l'élection présidentielle, le séminaire s'est recentré sur la situation des Françaises autour de la question « *Qui va garder les enfants en France ?* ». En 2007, une rencontre exceptionnelle, intitulée *Et si les femmes avaient été plus nombreuses dans les négociations de paix ?* a réuni à Paris des Israéliennes, des Palestiniennes et des Françaises. Israéliennes et Palestiniennes ont non seulement expliqué les difficultés qu'elles rencontrent dans leur combat pour l'égalité dans leur société mais aussi celui qu'elles conduisent ensemble ou séparément depuis des années, dans la recherche de la paix au Proche-Orient.

### Faire avancer la démocratie paritaire

En 2008, retour en Europe. A la veille de la présidence française de l'UE, il était nécessaire de faire le point sur les politiques d'égalité dans l'Union et leur application concrète. D'où la question: « *Où en sont les politiques d'égalité dans l'Union ?* » En 2009, le thème du séminaire du 28 mars s'est imposé de lui-même : *Crise économique : quelles conséquences pour les femmes ?* On sait que les périodes de crise sont souvent synonymes de régression pour les femmes. Une question méritait quand même d'être posée : la fin d'une crise annonce souvent l'émergence de nouvelles opportunités... Pour les femmes aussi ? Eléments de réponse le 27 mars 2010...

**Au total**, en dix ans, la FJJ a acquis une connaissance approfondie de la question de l'égalité et de la parité entre les femmes et les hommes en France, dans l'Union européenne et au-delà. Elle a aussi constitué un réseau d'expertes de très haut niveau qui, pour la plupart, participent régulièrement à ses travaux et qui enrichissent sa réflexion. Qu'elles en soient vivement remerciées.

Ghislaine Toutain

### Séverine (1855-1929) Vie et combat d'une frondeuse\*

par Evelyne Le Garrec



« Elle était belle, libre et rebelle ». Caroline Rémy, dite Séverine, née en 1855, sera la première femme journaliste à vivre de ses « papiers ». « Grand reporter », engagée aux côtés des pauvres et des opprimés, chère amie de Jules Vallès, c'est la vie de cette femme féministe et visionnaire que raconte Evelyne Le Garrec, elle-

même journaliste et féministe, dans ce beau livre magnifiquement illustré par des lavis de Colette Deblé. Séverine écrira dans de nombreux journaux, dans lesquels elle dénonce toutes les formes d'oppression et défend la cause des femmes. Membre du PCF pendant deux ans, à la fin de sa vie elle prendra la défense de Sacco et Vanzetti. L'ouvrage contient aussi dix-neuf de ses articles. Une belle idée que de faire revivre Séverine, attachante et passionnée et trop oubliée.

\* Editions l'Archipel, août 2009, 215 pages, 19,95 euros.

\* On peut prendre connaissance du dossier complet consacré à cette question pour le 8 mars 2010 sur le site de la FJJ : [www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

# l'égalité entre les femmes et les hommes\*

RENCONTRE 2010 - Onzième session : 27 mars 2010

## Quelle situation des femmes dans l'emploi au sein de l'Union européenne en 2010 ?

L'an dernier, le séminaire annuel « Femmes » de la FJJ avait analysé l'impact que pourrait avoir sur les femmes la crise financière et économique mondiale, notamment dans le domaine de l'emploi. La question avait même été posée de savoir si cette crise ne pouvait pas représenter une chance pour elles. L'objet du séminaire 2010 est de faire le point, un an après, des effets réels de cette crise qui n'est pas encore terminée et d'envisager les perspectives qui s'ouvrent du point de vue de l'emploi des femmes et de l'égalité professionnelle, notamment au niveau européen.

### Un chômage des femmes moins important

Il semblerait que la crise ait contribué à modifier quelque peu l'approche traditionnelle du travail des femmes. Ainsi, l'idée s'est répandue que plus les entreprises seraient mixtes, innovantes et créatives, mieux elles affronteraient la crise et résisteraient aux difficultés financières. L'OCDE, lors de son forum 2009, a estimé que « l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est l'économie intelligente ». De son côté, une récente étude du conseil en directions générales McKinsey&Company, *Women Matter 2*, établit une corrélation entre la proportion de femmes dans les comités de direction et la performance des entreprises.

Par ailleurs, le projecteur a été mis sur l'enjeu que représentait l'entrepreneuriat féminin et sur le fait que, puisqu'il fallait changer les paradigmes et les modes de gestion, le moment était venu d'intégrer des femmes en plus grand nombre dans le management des entreprises. Cette nouvelle vision s'est récemment concrétisée dans la proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale le 3 décembre 2009 et adoptée en première lecture le 20 janvier 2010.

Pour autant, quel a été l'impact de la crise sur l'emploi et les conditions de travail sur les

femmes dans leur ensemble ? En France métropolitaine, les données de la DARES offrent une comparaison intéressante : entre décembre 2008 et décembre 2009, le nombre des demandeurs d'emploi augmente de +23,1 % pour les hommes et de +13,6 % pour les femmes<sup>1</sup>. Toutefois, lorsqu'on examine ces évolutions en fonction des diverses catégories de travailleuses, on constate que si le nombre de demandeuses d'emploi de catégorie A est aujourd'hui inférieur à celui des hommes de même catégorie, le nombre de demandeuses d'emploi de catégories B et C demeure supérieur à celui des hommes de la même catégorie, bien que, en pourcentage d'une année sur l'autre, l'augmentation du chômage pour l'ensemble des catégories de demandeuses

d'emploi<sup>2</sup> soit presque inférieure de moitié à celle des hommes. L'un des objets du séminaire sera d'analyser ce que recouvrent précisément ces données, de les actualiser et de les affiner à la lumière des toutes dernières tendances, qui démontrent en quoi, en fait, « la dégradation de l'emploi prend d'autres formes pour les femmes que pour les hommes »<sup>3</sup>.

### Une vigilance plus que jamais de mise

On peut toutefois affirmer, à la lumière des effets contrastés de la crise sur les différentes catégories de travailleuses, que les femmes ne sont pas égales entre elles sur le terrain de l'emploi. On constate, en effet, le développement d'une bi-polarisation dans l'emploi féminin, selon que les femmes sont considérées comme qualifiées ou pas. D'où la nécessité de prendre en considération l'emploi et les conditions de travail de l'ensemble des femmes, d'assurer une veille sur les données qui embrassent toutes les catégories socio-professionnelles et formes d'emploi, en sachant, comme le soulignait Kate Millett dans les années 70, que les unes n'avanceront pas si les autres restent en arrière.

<sup>1</sup> Dans *Le Figaro* du 19 novembre dernier, un article analysait comment « la récession féminise le marché du travail aux Etats-Unis ». Selon le Bureau des statistiques du Travail, le chômage des hommes était de 11,4% en octobre 2009 contre 8,8% pour les femmes. Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, les femmes sont sur le point d'atteindre le seuil symbolique de 50% de la population active. La crise pousse les mères de famille à rechercher un emploi dans le secteur des services, moins touché que la production manufacturière ou le bâtiment, qui emploient en majorité des hommes.

<sup>2</sup> Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;  
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois) ;  
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

<sup>3</sup> cf. « Emploi des femmes : une crise peut en cacher une autre », Françoise Millewski, OFCE.





« En ces temps de crise, la vigilance est... plus que jamais de mise », écrivait Françoise Milewski dans son article<sup>4</sup> « Femmes au bord de la crise économique », en mars 2009. De même qu'il faut tenir en même temps tous les leviers de l'égalité (représentation politique, lutte contre les violences, droits reproductifs...) il faut aussi, en matière de vie professionnelle et d'"empowerment" économique, examiner les différentes situations dans lesquelles se trouvent diverses catégories de femmes au travail, dans un marché du travail segmenté, où les femmes sont plus que les hommes concernées par les emplois atypiques.

On retrouve cette préoccupation d'une bipolarisation du marché du travail dans le récent rapport de Brigitte Grésy<sup>5</sup>. Dans les années 1970-80 déjà, Jacqueline Laufer soulignait les différences non seulement entre les femmes et les hommes, mais entre les femmes elles-mêmes, dans l'inégalité de traitement par le marché du travail. A sa façon, le rapport 2009 de la Commission européenne sur l'égalité entre les femmes et les hommes porte le même message : dans un premier temps, il constate une réduction de l'écart moyen entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes (qui passe de 17,1% en 2000 à 14,2 % en 2007), soit un taux d'emploi des femmes de 58,7% en 2007, c'est-à-dire voisin des 60%, qui est l'objectif fixé par la stratégie de Lisbonne. Mais il souligne dans le même temps que cette avancée quantitative n'a pas été accompagnée d'une avancée qualitative : les femmes, travaillant encore à temps partiel plus que les hommes, étant majoritaires dans les secteurs et les emplois les moins valorisés, « sont plus exposées que les hommes aux conséquences du ralentissement économique, car elles occupent plus souvent des emplois précaires ».

### Trois tables rondes

Pour aller plus avant dans l'analyse de l'ensemble de ces données et pour les inscrire dans le contexte de l'Union européenne, le séminaire 2010 s'organisera autour de trois tables rondes. La première table ronde sera ouverte par la présentation, par Béatrice

Quin, rapporteure d'un avis<sup>6</sup> au Conseil économique et social européen (CESE) et par l'exposé de la situation qui prévaut dans d'autres Etats membres de l'Union européenne (France, Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Suède, Pologne).

Pour affiner la connaissance de l'emploi féminin et de ses évolutions, s'agissant de catégories d'emplois, de divers secteurs d'activité, il a semblé important que le séminaire mette l'accent, dans sa deuxième table ronde, sur cette catégorie particulière d'emplois qu'on nomme « emplois de service » ou « services à la personne », qu'a analysés Geneviève Fraisse. D'autant qu'ils font actuellement l'objet d'une attention particulière et qu'ils figurent d'ailleurs à l'ordre du jour de la conférence de l'OIT de juin prochain. Enfin, la troisième table ronde abordera les perspectives et les actions à conduire pour l'égalité professionnelle, avec les interventions de plusieurs personnalités européennes, dont une responsable espagnole, dont le pays assure actuellement la présidence de l'Union européenne.



Comme chaque année depuis plus de dix ans, le séminaire « Femmes » 2010 de la FJJ, organisé sous la responsabilité de Ghislaine Toutain avec le concours de Monique Halpern et en partenariat avec la CLEF, présidée par Olga Trostiansky, et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), représentée par Judit Tanczos, réunira une trentaine de participantes (cf. programme ci-dessous), chercheuses, syndicalistes, élues, responsables associatives, fonctionnaires... fidèles pour la plupart à cette rencontre annuelle.

Monique Halpern

### PROGRAMME

- 9h Accueil par **Ghislaine Toutain**, directrice des Relations extérieures de la FJJ
- 9h15 Introduction du séminaire par **Monique Halpern**, présidente du réseau European women action (EWA)
- 9h45-11h15 **Les femmes dans l'emploi en France et en Europe : une photographie de six Etats membres**  
Avec : **Béatrice Quin**, membre CFDT du Comité économique et social européen (CESE), rapporteure de l'avis « *Le lien entre l'égalité des sexes, la croissance économique et le taux d'emploi* », **Capitolina Diaz**, responsable de l'égalité professionnelle, ministère de l'Egalité, Espagne, **Françoise Fillon**, déléguée générale de *Retravailler*, **Magdalena Sroda**, Pologne, **Patricia Thane**, professeure d'histoire contemporaine britannique, Université de Londres, Royaume Uni, **Christina Christiansson**, chef de projet, Suède, **Eva Hoegl**, députée, Allemagne (à confirmer).
- 11h30-13h **Les emplois de service en question**  
Avec : **Geneviève Fraisse**, CNRS, auteure de *Service ou servitude*, essai sur les femmes toutes mains (Le bord de l'eau, août 2009), **Olga Trostiansky**, présidente de la CLEF, **Marie-Christine Bordeaux**, déléguée de Paris Pionnières.
- 14h45-16h15 **Quelles perspectives et quelles actions pour l'égalité professionnelle ?**  
Avec : **Agnès Hubert**, conseillère à la cellule Prospective de la Commission européenne, **Capitolina Diaz**, responsable de l'égalité professionnelle, ministère de l'Egalité, Espagne, **Jacqueline Laufer**, professeure émérite, groupe HEC, **Françoise Milewski**, OFCE, Centre de recherche en économie de Sciences Po, **Martine Lévy**, vice-présidente du Lobby européen des Femmes (LEF).
- 16h15-16h30 **Conclusion**  
Par **Marie-Thérèse Lanquetin**, juriste, chercheuse à l'Institut de Recherches et d'Etudes juridiques sur les Relations Professionnelles (IRERP) de l'Université de Paris X Nanterre.

**PARTICIPANTES** : **Elisabeth Fenez**, présidente de l'Association pour le Développement des Initiatives Economiques des Femmes (ADIEF), **Maryse Huet**, ADETEF (Agence de coopération internationale du ministère de l'Economie), **Françoise Laurant**, **Marie-Thérèse Letablier**, sociologue du travail et de l'emploi, CNRS, **Marie-Christine Mallen**, consultante en formation, **Ita Malot**, ancienne présidente de l'ADIEF, **Victoria Man**, journaliste, fondatrice de l'ADIEF, **Nicole Renault**, ancienne conseillère à la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, **Michèle Sabban**, vice-présidente de la Région Ile-de-France, **Sabine Salmon**, présidente de l'association Femmes solidaires, **Judit Tanczos**, chargée de mission à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), **Marie-Claude Vayssade**, ancienne députée européenne.

En partenariat avec la CLEF et la FEPS

<sup>4</sup> OFCE- Centre de recherche en économie de Sciences Po, mars 2009.

<sup>5</sup> Juillet 2009 : Rapport préparatoire à la concertation avec les partenaires sociaux sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, par Brigitte Grésy, IGAS.

<sup>6</sup> Avis du Comité économique et social européen sur « Le lien entre l'égalité des sexes, la croissance économique et le taux d'emploi », décembre 2009, rapporteure : Béatrice Quin.

## La Cité des Livres

Un partenariat lie désormais la Fondation et le site nonfiction.fr, qui s'est imposé depuis deux ans et demi comme un web-média influent dans le débat d'idées. Il se concrétise notamment par un échange de contenus et l'organisation de manifestations conjointes. « La Cité des livres », une série de rencontres publiques

mensuelles autour de livres et de leur auteur, a été conçue comme premier acte de ce rapprochement. La Fondation et nonfiction.fr ont ainsi reçu, respectivement le 15 février et le 8 mars derniers, Lionel Jospin pour son livre *Lionel raconte Jospin* (Seuil, 2010) et François Bazin pour *Le sorcier de l'Elysée. L'histoire secrète de Jacques Pilhan* (Plon, 2009). Il est possible de regarder les vidéos de ces rencontres en ligne. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'importantes évolutions pour nonfiction.fr, qui souhaite développer de manière pérenne ses activités, avec une nouvelle équipe à sa tête, un nouveau comité de rédaction et des bureaux dans les locaux de la FJJ, Cité Malesherbes.



Lionel Jospin

© DR

## Les réunions du Conseil d'orientation scientifique



Sous l'égide de son président Daniel Cohen, le Conseil d'orientation scientifique de la Fondation s'est réuni à deux reprises depuis début 2010. Le 21 janvier, le débat a porté sur le thème de la propriété intellectuelle, à partir des interventions de Denis Olivennes, directeur général délégué du *Nouvel*

*Observateur* et auteur du rapport « Le développement et la protection des œuvres culturelles sur les nouveaux réseaux », Françoise Benhamou, économiste et professeur à l'Université Paris XIII, et Christian Paul, député et président du Laboratoire des idées du Parti socialiste. Alors que la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet venait d'être mise en place, le débat a permis d'éclairer les enjeux de cette question pour la gauche aujourd'hui et de formuler des propositions que celle-ci pourrait désormais avancer.

Le 10 février 2010, les réflexions ont porté sur « La nouvelle question urbaine », autour de Gérard Collomb, sénateur-maire et président du Grand Lyon, Olivier Mongin, écrivain, directeur de la revue *Esprit* et Cristina Conrad, architecte-urbaniste. Cette rencontre, suivie notamment par des responsables politiques comme Vincent Feltesse, président de la Communauté urbaine de Bordeaux et Daniel Goldberg, député de Seine-Saint-Denis, des universitaires, des architectes-urbanistes et d'autres experts, a permis de mettre à jour les incohérences des politiques de la ville actuelles et de réfléchir à de nouvelles manières, pour la gauche, de penser la ville.

La prochaine réunion du COS est prévue le 6 avril 2010, autour de l'eurodéputé Vincent Peillon et du sociologue Alain Ehrenberg, sur le thème « La société du malaise. Pour une politique de l'autonomie ».

© DR

## Les séminaires

### Colloque international et invitation d'une délégation afghane



© DR

**Du 17 au 23 février 2010, la fondation Jean Jaurès a reçu une importante délégation afghane. Elle a organisé le 18 février dernier, à l'Assemblée nationale, avec l'appui du Parti socialiste, un colloque « Afghanistan : pourquoi rester ? Comment partir ? ». Cette délégation était conduite par le Dr Abdullah Abdullah, candidat à l'élection présidentielle d'août 2009 (arrivé deuxième lors du premier tour avec 30 % des voix) et aujourd'hui principale figure de l'opposition démocratique en Afghanistan.**

A la suite de l'échec qu'a constitué le scrutin présidentiel (fraudes, absence de second tour), au vu de la situation générale qui prévaut aujourd'hui en Afghanistan et de la réorientation stratégique opérée par l'administration Obama, la question afghane demeure plus que jamais un enjeu de première importance pour la communauté internationale. Le colloque de réflexion organisé par la FJJ avait pour objectif de conduire une analyse de la situation dans sa complexité régionale mais aussi d'envisager les perspectives politiques du conflit et de contribuer à les éclairer. Pour y parvenir, la fondation a écouté avec un intérêt tout particulier les analyses et les positions des personnalités afghanes présentes.

Par ailleurs, la FJJ a organisé autour du Dr Abdullah de nombreuses rencontres politiques et médiatiques durant le séjour de la délégation afghane à Paris.

### Une Coalition pour le changement et l'espoir

Le Dr Abdullah Abdullah a pu ainsi s'exprimer au travers de nombreux médias et annoncer publiquement son projet politique de créer et organiser un mouvement, la *Coalition pour le changement et l'espoir*, en vue des élections législatives prévues en septembre prochain, confirmant ainsi son souhait politique et démocratique de voir les partis politiques jouer un rôle dans l'ensemble du pays. Il s'agit d'un parti de dimension nationale, visant à dépasser la structuration ethnique de l'espace politique afghan qui prévaut aujourd'hui. « *Nous venons d'en poser les fondations, c'est juste le début. (...) Nous avons déjà un bloc de cinquante députés dans l'actuel Parlement, qui, nous l'espérons, augmentera au sein du prochain Parlement si le processus électoral est un peu transparent... Ce mouvement va, nous l'espérons, ouvrir un nouveau chapitre dans la vie politique en Afghanistan car jusqu'à présent les partis ou mouvements politiques ont été ignorés ou des obstacles ont été élevés sur leur chemin* », a poursuivi l'ancien ministre des Affaires étrangères.

Outre le développement et la sécurité, cette formation entend militer « *pour une plus grande décentralisation dans le système, plus de parlementarisme, une réforme de la loi et de la commission électorale* », a-t-il ajouté. *J'espère que le scrutin sera libre et juste, (...) Je pense que la communauté internationale a un rôle à jouer en ce sens.* »

### Poursuivre la coopération

D'autre part, la FJJ a organisé de nombreuses rencontres politiques, avec le ministre de la Défense Hervé Morin, le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes Pierre Lellouche, ainsi qu'avec Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du président de la République, avec Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire international du Parti socialiste, avec le maire de Paris Bertrand Delanoë, avec le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayraut, celui du groupe socialiste au Sénat, Jean-Pierre Bel et avec Emmanuel Maurel, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France. Enfin, les membres des deux commissions parlementaires des affaires étrangères (Assemblée nationale et Sénat) ont auditionné le docteur Abdullah Abdullah.

Sur le plan médiatique, il a été reçu par Bruno Daroux de *RFI*, Xavier Lambrechts de *TV5 Monde* et Nathalie Guibert du *Monde*. Il a également pu s'exprimer dans le *Journal d'Arte* le 19 février, à *France culture* le 22 février, dans l'émission « *Zéro info* » sur *BFM-TV* le 22 février, au « *6-10* » de *France Inter* le 23 février. Il a donné une interview au *Figaro* et a tenu une conférence de presse au Centre d'accueil de la Presse étrangère (CAPE) le 23 février.

Ce séjour a été considéré par toutes les parties comme très positif. La FJJ est convenue de poursuivre cette coopération.

Alexandre Minet

### Comment construire une République de l'égalité ?

Le 2 février 2010, s'est tenu à la Fondation un séminaire intitulé « *Comment construire une République de l'égalité ? La lutte contre les discriminations liées à l'origine* », animé par les députés de Paris George



Pau-Langevin et Christophe Caresche. Les deux députés, auteurs de l'essai *Une République de l'égalité. Contre les discriminations liées à l'origine* (Fondation Jean-Jaurès, novembre 2009), ont introduit le débat, lancé à partir des interventions de Yamina Benguigui, réalisatrice et adjointe au maire de Paris en charge de la lutte contre les discriminations, Tiennot Grumbach, avocat spécialiste du droit du travail, et Michel Wieviorka, sociologue, président de l'Association internationale de sociologie.

Ce séminaire sur invitation a réuni une vingtaine de responsables politiques (comme les députées Danièle Hoffman-Rispal et Sandrine Mazetier, ou Pouria Amirshahi, secrétaire national du Parti socialiste chargé des droits de l'homme), d'experts et universitaires (comme Hervé Le Bras, historien et démographe, René Levy, chercheur au CESDIP, France Guérin-Pace, chercheuse à l'Ined) mais également de membres de la société civile qui luttent sur le terrain pour l'égalité des droits (notamment Malek Boutih, ancien président de SOS-Racisme).

### Le défi de la croissance verte

L'écologie devient un défi central pour les économies de l'Europe. Tout projet économique progressiste doit faire face à cette nouvelle donne. Quelles sont, pour la gauche européenne, les perspectives d'une politique industrielle écologique, visant à la fois au maintien d'un secteur industriel fort et à la protection de l'environnement ? Dans quels domaines la France et l'Allemagne peuvent-ils améliorer la coordination de leurs efforts ? C'est à ces questions qu'un séminaire intitulé « *Le défi de la croissance verte : l'environnement et la politique industrielle écologique en France et en Allemagne* » s'est efforcé d'apporter des éléments de réponse. Co-organisé par les fondations Friedrich Ebert (bureau parisien) et Jean-Jaurès, il devait se tenir sur invitation le 31 mars prochain. Matthias Machnig, ministre de l'Economie de l'Etat de Thuringen, ancien secrétaire d'Etat au ministère fédéral de l'Environnement, et Martin Jänicke (Université libre de Berlin) dialogueront notamment avec Michel Destot, député-maire de Grenoble, et Aurélie Filippetti, députée de Moselle, secrétaire nationale du Parti socialiste aux questions énergétiques.

## Les rencontres

### Rencontre autour de Marco Enriquez-Ominami (Chili)

La FJJ a organisé, le 24 février dernier, un petit-déjeuner débat autour de Marco Enriquez-Ominami lors de sa visite en France. Candidat indépendant lors des dernières élections présidentielles chiliennes de 2009, il a recueilli 20 % des suffrages au premier tour et entend incarner la rénovation. Cette rencontre a été l'occasion de débattre ouvertement des nouveaux enjeux qui attendent désormais la gauche chilienne depuis la victoire de Sebastián Piñera à l'élection présidentielle, qui marque le retour de la droite au pouvoir, vingt-deux ans après la chute de Pinochet (cf. l'article de Guy Labertit page 2).

### Rencontre avec une délégation de Taïwan

Le 27 janvier dernier, une délégation de la *National Policy Foundation* de Taïwan, proche du Kuomintang, a été reçue à sa demande par Gérard Fuchs, responsable du Département international de la Fondation Jean Jaurès, et Alexandre Minet, coordinateur du Département. Conduite par son président, M. Tsai, ancien ministre et conseiller du Président de la République, la délégation souhaitait surtout connaître le fonctionnement, le financement et le rôle des fondations politiques européennes. L'échange de vues a notamment porté sur les demandes de Taïwan concernant sa reconnaissance internationale et sur la politique de détente suivie à l'égard de la République populaire de Chine, qui se traduit par de nombreux accords techniques.

### La gauche à l'heure de la mondialisation

Dans le cadre de sa réflexion sur « La gauche à l'heure de la mondialisation » menée avec ses partenaires internationaux, la Fondation a reçu le 12 janvier 2010 l'ancien Premier ministre Laurent Fabius pour un débat avec Raffaele Simone, professeur à l'université de Rome et auteur d'un livre sur le déclin de la gauche occidentale.

Cette rencontre, animée par Daniel Cohen, s'inscrit dans le cadre de nombreuses rencontres organisées par la Fondation en collaboration avec d'autres fondations et think tank dans le monde, qui déboucheront sur la tenue à Paris d'un colloque international à l'automne 2010, en présence d'experts, d'intellectuels et d'hommes politiques venus du monde entier. Ce colloque sera l'occasion de rédiger une nouvelle déclaration universelle des droits, portée par quelques grandes personnalités mondiales.

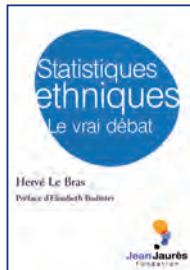
## Les publications

### Socialisme, femmes et féminisme, par Françoise Thébaud



Nés au XIX<sup>e</sup> siècle, socialisme et féminisme ont tenté de changer le monde, dénonçant la domination de classe ou celle des hommes sur les femmes. Le féminisme est-il donc soluble dans le socialisme, voie royale pour l'émancipation des opprimé-e-s ? Le socialisme prend-il vraiment en charge la question des droits des femmes ? Ces questions se posent aujourd'hui comme elles se sont posées hier. Françoise Thébaud revient dans cet essai historiographique sur trente ans de réflexions sur les enjeux et la complexité des relations entre féminisme et socialisme, des ouvrières et militantes féministes étudiées par Madeleine Rebérioux en 1978 aux débats les plus contemporains sur la parité.

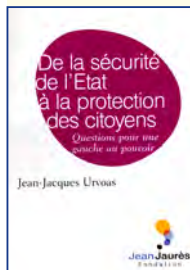
### Statistiques ethniques. Le vrai débat, par Hervé Le Bras



Les statistiques ethniques permettent-elles de mieux lutter contre les ségrégations ? Opinion et chercheurs sont divisés. Oui, car il faut connaître pour agir. Non, car en figeant des communautés ethniques, elles accentuent le mal contre lequel elles prétendent lutter. Hervé Le Bras se propose d'examiner de quelles statistiques et de quelles classifications ethniques il s'agit, en s'inspirant des travaux de la commission autonome de réflexion sur les « statistiques ethniques » et les discriminations (CARSED). Un éclairage nécessaire en ces temps de débat sur l'identité nationale.

### De la sécurité de l'Etat à la protection des citoyens.

#### Questions pour une gauche au pouvoir, par Jean-Jacques Urvoas



L'auteur décrypte dans cet essai la politique de sécurité de Nicolas Sarkozy et souligne ses contradictions : défenseur auto-proclamé de la sécurité des Français, il n'est pourtant pas parvenu à enrayer la hausse de la délinquance ni la dégradation des relations entre les Français et leurs forces de l'ordre ni le désarroi de ces dernières, soumises à une « politique du chiffre » kafkaïenne. Il explique pourquoi une politique de sécurité de gauche s'incarnerait dans une continuité d'action fondée sur la précocité de la prévention et de la sanction, au service d'abord de la protection du citoyen et non plus, comme trop souvent aujourd'hui, de l'Etat.

## Dans le monde

### La démocratie et les droits de l'homme en Méditerranée

#### Maroc

Les cinquièmes Rencontres sur la démocratie et des droits de l'homme en Méditerranée, qui devaient avoir lieu les 11 et 12 décembre 2009, se sont tenues les 12 et 13 mars 2010 à Rabat. Elles s'inscrivent dans la continuité des précédentes rencontres sur ce thème, et notamment de celle de 2008 à Paris et organisée par la fondation Jean-Jaurès. Le réseau patiemment construit porte ses fruits. La rencontre de Rabat a eu lieu avec un ensemble de partenaires actifs et représentatifs, la fondation Pablo Iglesias et la Casa Arabe de Madrid, le bureau marocain de la Fondation Friedrich Ebert et le Centre d'Etudes et de Recherches en Sciences Sociales de Rabat, et avec le soutien du ministère espagnol des Affaires étrangères. Elle est consacrée à la thématique « Libertés et sécurité ». Gérard Fuchs, responsable du département international, y représente la Fondation.

# Pierre Mauroy remet LE PRIX DE LA FJJ 2009 à Mathieu Monot

Le 17 février 2010, Pierre Mauroy a remis à Mathieu Monot le Prix de la Fondation Jean-Jaurès 2009 pour son mémoire « *Le double souffle politique de l'Europe. Socialistes, démocrates-chrétiens et la politisation de l'Union européenne* », soutenu en septembre 2009 à l'université Paris-Sorbonne Paris 4, sous la direction d'Eric Bussière.

L'étude met en évidence les conceptions théoriques, les ambitions, les objectifs, les espoirs, les contradictions, les pratiques et structures politiques des socialistes et des démocrates-chrétiens européens. Selon Mathieu Monot, la « politisation » de l'Europe naît de l'interaction d'organisations politiques structurées à l'échelle communautaire (UPSCE/PSE-PPE) et d'institutions capables, par leurs évolutions, de les intégrer. Il est parti de l'hypothèse d'une politisation accrue des centres de décisions européens au cours de la période étudiée, doublée de la mise en place progressive d'un véritable système de partis.

## L'originalité de la démarche

Selon lui, ce phénomène s'est fait principalement autour de ces deux familles politiques, le fameux « double souffle » cher à Edgar Morin. Il s'est posé la question de savoir dans quelle mesure socialistes et démocrates-chrétiens sont au cœur du processus de politisation de l'Union européenne. Sa recherche s'appuie sur la méthode de l'analyse comparative, ce qui n'est pas le cas de la majorité des travaux concernant la mise en place d'un espace politique européen qui préfèrent isoler chaque organisation, n'établissant des comparaisons qu'en conclusion. Mathieu Monot a réalisé ce mémoire à partir des documents de Congrès, des programmes électoraux et des discours des principaux responsables des questions européennes et internationales. Il a complété ses recher-

ches par la consultation de nombreuses sources écrites (presse européenne, textes juridiques, témoignages d'acteurs...), les comptes-rendus des séances du Parlement européen et par la réalisation d'interviews. Pierre Mauroy a souligné l'originalité de ce travail dans la mesure où il approfondit une nouvelle approche de l'intégration européenne qui s'appuie à la fois sur l'histoire contemporaine, l'histoire du socialisme et l'histoire institutionnelle et politique de l'Union européenne. Il a naturellement insisté sur le rôle moteur des socialistes européens.

## L'émergence du PSE

Soulignant que l'internationalisme est l'une des valeurs fondatrices du socialisme, il a rappelé que les socialistes et les sociaux-démocrates, notamment européens, l'ont pratiqué tout au long de leur histoire. Il a expliqué ensuite qu'il avait défendu le Traité de Maastricht parce qu'il était, à ses yeux, la réponse à un déficit démocratique de l'Union européenne et qu'il ouvrait la possibilité de créer des partis politiques au niveau européen. Et il est vrai qu'avec l'apparition du PSE la même année, en 1992, les socialistes se sont mieux organisés, avec, notamment, l'existence officielle de sommets de leaders et de chefs d'Etat ou de gouvernement socialistes. Le PSE est progressivement devenu une structure importante à l'échelle de l'Union, notamment dans sa capacité à préparer les Conseils européens.



Pierre Mauroy et Mathieu Monot,  
le 17 février 2010, à la FJJ

## Un puissant travail de cohérence idéologique à l'échelle européenne

Lors des dernières élections au Parlement européen, les socialistes français, avec l'ensemble des socialistes européens, ont proposé un Manifeste commun « Citoyens d'abord : un nouveau sens pour l'Europe », qui témoigne de la vision commune de l'Europe de demain de tous les progressistes de l'Union, même si le poids et l'histoire des partis nationaux ne doivent pas être négligés. L'unité progresse et elle doit encore être approfondie. Le président de la FJJ a indiqué partager les conclusions de Mathieu Monot, son analyse historique de l'émergence d'un système de partis bipolaire au niveau européen et la politisation croissante de toutes les institutions de l'Union, Commission y compris. Il est cependant obligé de constater, pour ne s'en tenir qu'à elle, que la social-démocratie européenne traverse une grave crise, à en juger par ses échecs électoraux répétés et récents.

Au moment où la crise financière et économique mondiale conforte les analyses qu'elle fait depuis de longues années du capitalisme exacerbé et sans régulation, les peuples européens ne lui accordent pas leur confiance. Il a souligné que seul un puissant travail de cohérence idéologique à l'échelle européenne, auquel le réseau des fondations européennes – et particulièrement la Fondation Jean-Jaurès – entend bien contribuer, permettra à la social-démocratie européenne de surmonter cette passe difficile et de devenir lors des prochaines élections européennes, pour la première fois, majoritaire au Parlement européen.

Le lauréat a reçu un chèque de 1000 euros. Son mémoire sera publié par la Fondation Jean-Jaurès au cours de l'année 2010.

Thierry Mérel